

BOGDAN KLICH

Sénateur au Parlement polonais, président de la commission des Affaires étrangères et européennes au Sénat polonais

Ali Aslan, présentateur TV et journaliste international

Dressons si vous voulez bien un tableau de la situation avant de nous projeter vers l'avenir. Bogdan Klich, la Pologne est un pays qui a été lourdement impacté par cette guerre et je sais que vous avez accueilli un grand nombre de réfugiés ukrainiens. Par ailleurs, cela fait de nombreuses années que la Pologne met en garde contre la Russie, et Vladimir Poutine en particulier, chose que vos partenaires européens n'ont peut-être pas pris suffisamment au sérieux. Avant de nous plonger dans l'analyse des implications de cette guerre pour l'avenir de l'Union européenne, pouvez-vous nous donner le point de vue de Varsovie sur la situation en Ukraine.

Bogdan Klich

Je ne voudrais pas en rajouter, mais l'année dernière, lors de cette conférence, nous avons également parlé des menaces russes, et j'ai mis en garde non seulement contre la militarisation de la politique étrangère de la Fédération de Russie, mais aussi contre les plans de Vladimir Poutine visant à recréer la plus grande part possible de l'ancienne Union soviétique, avec notamment l'Ukraine. D'ailleurs, j'avais également mentionné l'annexion en douceur de la Biélorussie qui, à l'époque, était presque achevée. Pour être franc, en novembre ou décembre, personne ne s'attendait probablement à une agression russe à grande échelle. La CIA était au courant depuis le début du mois de novembre et a informé ses partenaires européens que Vladimir Poutine préparait une guerre à grande échelle, mais nous pensions plutôt qu'il s'agirait d'une opération limitée au sud et à l'est de l'Ukraine, sans l'objectif opérationnel qui apparaît si clairement aujourd'hui. L'objectif opérationnel de la guerre de Vladimir Poutine contre l'Ukraine est de détruire l'État ukrainien et d'exterminer sa population. J'insiste sur ce point car nous observons des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité dans toute l'Ukraine, pas seulement à Boutcha, Irpin, Hostomel ou Marioupol. Nous assistons également à des actes de génocide et Poutine lui-même ou ses collaborateurs se sont exprimés très clairement à ce sujet.

La Russie a par ailleurs deux autres objectifs opérationnels qui sont importants non seulement pour l'Ukraine mais aussi pour les communautés européenne et atlantique : la déstabilisation de l'Union européenne et la paralysie de l'OTAN. Ils ont été énoncés juste avant le début de la guerre en Ukraine, dans le fameux ultimatum du président Poutine à l'Occident. Si vous voulez connaître le point de vue de la Pologne, cette guerre ne concerne pas seulement la nation et l'État ukrainiens, mais aussi l'Union européenne et la communauté atlantique dans son ensemble. C'est pourquoi nous nous réjouissons de trois nouveaux facteurs importants. Le premier est le retour des États-Unis en Europe, que le président Biden avait annoncé pendant

sa campagne et qui s'est concrétisé depuis juin 2021, lors de sa première visite en Europe où il a participé à trois sommets, les sommets du G7, de l'OTAN, mais aussi du Conseil européen, et ce retour a des répercussions. Le deuxième facteur important, qui est une conséquence de cette guerre, est la réintégration politique de l'Alliance. L'OTAN était très profondément divisée durant la présidence de Donald Trump et souffrait d'un manque d'unité politique, même si l'unité militaire était réelle du fait de la structure de commandement de l'OTAN. Après le début de la guerre en Russie, l'OTAN s'est présentée comme une entité intégrée. Le troisième facteur est la réaction impressionnante de l'Union européenne. Pour parler franchement, en tant que président de la commission des affaires étrangères et de l'Union européenne du Sénat polonais, je n'ai jamais vu une telle rapidité et accélération du processus législatif concernant des menaces extérieures, surtout des sanctions contre la Russie. En deux semaines à peine, les principales lois et mesures proposées par la Commission européenne ont été adoptées par le Conseil de l'Union européenne, et une somme importante a été allouée au titre de la Facilité européenne pour la paix, pour soutenir l'Ukraine, soit 3,1 milliards d'euros, rien que pour les dépenses militaires. Sans parler des quelque 13 milliards d'euros pour l'aide macroéconomique et des 18 milliards d'euros au moins prévus pour l'année prochaine.

Zaki Laïdi, conseiller personnel du haut représentant et vice-président de la Commission SEAE

La Facilité européenne pour la paix (FEP) dépasse ce montant maintenant et avoisine les 4,6 milliards d'euros.

Ali Aslan

Au-delà des chiffres, votre message est très clair. L'Europe a agi de manière inédite, avec rapidité et en contournant la bureaucratie qui ralentit souvent la prise de décision à Bruxelles. Elle a agi ici avec fermeté et détermination. Merci beaucoup, Bogdan Klich, je reviendrai bien entendu vers vous au fil de la discussion.